



Luttes & dettes étudiantes au Québec

« Tant qu'on n'aura pas renversé le capitalisme, on ne pourra pas sauver l'éducation »

Par [Eric Martin](#) et [Maud Bailly](#)

Mondialisation.ca, 16 janvier 2017

cadtm.org 13 janvier 2017

Région : [Le Canada](#)

Thème: [Économie](#), [Histoire, société et culture](#)

Analyses: [Le «Printemps érable»](#), [LE QUÉBEC](#)

*Eric Martin est professeur de philosophie au collège Édouard-Montpetit, docteur en pensée politique, chercheur-associé au CIRCEM (Uottawa) et à l'Institut de recherche et d'information socio-économique (IRIS), chercheur-rattaché au SOPHIAPOL de l'Université Paris-Ouest-Nanterre-La Défense, co-auteur du livre *Université inc. Des mythes sur la hausse des frais de scolarité et l'économie du savoir* [1]. En marge du Forum social mondial qui a pris place à Montréal en août 2016 [2], nous l'avons questionné sur la problématique des dettes étudiantes et le mouvement étudiant et social québécois, qui a connu une mobilisation majeure lors du « printemps d'érable » en 2012.*

Maud Bailly : À quel titre as-tu participé au mouvement social québécois de 2012 ?



Eric Martin : À trois titres :

À titre de professeur : Je suis professeur de philosophie dans un Collège et beaucoup de mes collègues comme moi-même avons eu des expériences de luttes antérieures lorsqu'on était étudiant, notamment la grève étudiante en 2005, qui nous ont permis d'acquérir un bagage militant. Lorsque la grève est intervenue en 2012, plusieurs d'entre nous avons collaboré à ce mouvement de multiples façons. Il s'est notamment créé un groupe qui s'appelle *Les profs contre la hausse* [3], un groupe para-syndical qui organisait à la fois des actions, des conférences, des écoles dans la rue...

À titre de chercheur : Je fais partie d'un organisme qui s'appelle l'IRIS [4], qui est un « think tank » d'économie alternative, aujourd'hui devenu un acteur de premier plan en termes de réflexion critique sur les politiques publiques au Québec. Pour ma part, je me suis spécialisé sur les questions d'éducation bien avant 2012, et dans le cadre de l'IRIS, nous avons publié des analyses scientifiques et des outils d'éducation populaire, dont des capsules vidéos qui ont bénéficié d'un nombre de vues important [5]. Nous avons nourri l'argumentaire de gauche critique dans le débat public qui a pris place en 2012, pour contrer le discours néolibéral sur l'éducation, qui est le même ici qu'en France, en Angleterre ou ailleurs.

En soutien à des militants en lutte : J'ai été amené à être proche d'étudiants qui animaient ce mouvement, ils m'ont sollicité pour les conseiller dans leur démarche. Par exemple, lorsqu'ils étaient appelés à intervenir dans les médias, ils venaient parfois nous consulter pour nourrir leur contre-argumentation théorique et statistique face à tel ou tel argument.

Peux-tu m'expliquer ton analyse de la problématique de l'endettement étudiant ?

L'endettement est utilisé comme outil pour volontairement plonger les gens dans un système d'esclavage partiel. L'origine contemporaine de la pensée néolibérale sur l'éducation vient notamment de Milton Friedman dans un livre publié en 1955 qui s'intitule *Capitalism and Freedom*. Friedman élabore les bases de la pensée néolibérale en matière d'éducation, soit l'idée de transformer l'éducation en quasi marché, de transformer le service public en service payant privatisé, et d'utiliser l'endettement comme outil pour volontairement plonger les gens dans un système d'esclavage partiel (« partial slavery »), comme il le dit lui-même. Pour rendre cette mesure rhétoriquement acceptable, il s'agit de mettre en place des prêts à remboursement proportionnel au revenu (ce qu'on appelle les RPR*), système néolibéral qui a été implanté en Australie, en Grande-Bretagne et ailleurs, et qu'ils ont tenté d'implanter ici.

* Que sont les RPR [6] ? Le système de remboursement proportionnel au revenu implique qu'un diplômé ayant acquis une dette étudiante pourra payer sa dette en fonction de ses revenus durant sa vie de travailleur. La logique qui sous-tend ce système suit le schéma suivant : instauration du RPR ; augmentation des frais de scolarité, en arguant que ces frais augmentés pourront être remboursés par les moins nantis via le RPR ; augmentation de l'endettement étudiant. Résultat : l'étudiant moins nanti s'endette donc davantage, et la durée de remboursement est rallongée, ce qui fait qu'il paie davantage d'intérêts sur cette dette.

La logique de l'endettement étudiant a été relevé par bien d'autres que nous : Noam Chomsky, Maurizio Lazarrato, David Graeber, pour n'en citer que quelques uns. Il s'agit de *gouverner par la dette*, c'est-à-dire que pour que les étudiants aient un rapport marchand avec la connaissance, il s'agit de détruire l'ancien rapport qui est d'ordre culturel, de désinstituer le rapport maître-élève-culture et de le remplacer par un rapport de consommateur de compétences, celles-ci étant présentées comme des marchandises au sein d'un marché. Pour cela, on a besoin d'une batterie d'indicateurs, qui permettent d'arrimer le comportement de l'agent à l'environnement extérieur. À l'instar de la publication des salaires des diplômés en Angleterre qui permettent d'orienter les futurs étudiants vers les filières jugées pertinentes du point de vue de l'environnement économique.

La dette est un instrument disciplinaire et de contrôle politique des individus.

Friedrich Hayek, dans un texte publié en 1945, *The use of knowledge in society* [7], explique qu'il s'agit de placer les gens dans une situation où l'agent économique doit prendre une décision stratégique pour valoriser son capital, on va alors le bombarder d'information qui vont orienter son jugement vers les besoins des entreprises en « capital humain » (main d'œuvre hautement qualifiée). Et s'il n'a pas de capital, il ira emprunter à une banque, avec l'aide de l'État qui institue par une politique étatique, l'endettement généralisé des gens. Et cet individu se questionnera alors : « où est ce que je vais placer mes sous : aller étudier philo ou le MBA ? Je crois que je vais aller au MBA parce que c'est plus rentable. » Pour être certain que l'individu se comporte comme un agent économique, qu'il ne prenne pas des décisions sur une base qualitative, passionné par la connaissance, mais bien sur une base quantitative, on va l'endetter massivement. La transformation du rapport à la connaissance est rendu possible par cette politique d'endettement généralisé. La dette est un instrument disciplinaire et de contrôle politique des individus. Il continue à agir en ce sens après les études pour assurer que les jeunes diplômés vont continuer à travailler pour rembourser leur dette et non pas partir en back-pack au Pérou ou au Népal. C'est l'outil qui permet de l'enchaîner d'emblée au cycle de vie de production-consommation. C'est le vol du temps institué, comme le décrit Lazaratto dans *La fabrique de l'homme endetté* [8]. L'État vole le futur des étudiants pour que leur vie soit consacrée à produire et consommer, vole le futur de tout un chacun en le verrouillant à l'intérieur du système.



Quelle différence entre Québec, Canada et les autres pays anglo-saxons en matière de frais de scolarité et de dettes étudiantes ?

Les États-Unis et l'Angleterre sont des pionniers en la matière, ils ont mis en place ce modèle néolibéral avec Thatcher et Reagan au cours des années 80, et c'est de là que provient la hausse des frais de scolarité, la gouvernance managériale, l'assurance qualité technocratique... . Ce pôle hégémonique, conjointement avec la Banque mondiale et l'OCDE [Organisation de coopération et de développement économiques], diffusent aujourd'hui partout dans le monde ce modèle de « World-class universities » [université de rang mondial] qui met les universités en concurrence sur le nouveau « marché » mondial de l'enseignement supérieur globalisé.

L'État, par une politique d'endettement généralisé, vole le futur de tout un chacun en le verrouillant à l'intérieur du système. Le Canada est un bon élève qui suit les États-Unis et l'Angleterre. Mais au Québec, nous ne sommes pas encore totalement entrés dans le moule de l'université anglo-américaine capitaliste, notre identité reste mâtinée d'un héritage européen et d'une conception moins utilitaire de l'école (même si cette différence s'amenuise rapidement). Dans les années 1960, nous avons cherché à conserver une conception humaniste de l'école malgré la volonté simultanée d'adaptation au rythme du progrès technico-économique qui nous entourait : c'est l'objet du *Rapport Parent* [9] qui se voulait fondé sur un équilibre entre la technique et la culture « humaniste ». Notre système d'éducation a été institué avec ce rapport, qui a créé le Ministère de l'éducation publique du Québec. C'est tout un réseau d'éducation publique d'enseignement supérieur qui a remplacé notre ancien système plus élitiste des collèges classiques. Et c'est cette synthèse entre économie-technique et culture qui est aujourd'hui menacée, avec l'exigence que le système québécois s'adapte au reste du Canada, en se calquant notamment sur les frais de scolarité et sur la logique d'endettement. C'est à la tentative de nous imposer le modèle hégémonique impérialiste anglo-saxon que les étudiants et les étudiantes résistent ici depuis 50 ans [10].

En matière de frais de scolarité pour les études supérieures [11], le Québec se situe parmi les provinces dotées des droits les plus bas (2 850 dollars annuels) [soit environ 2 040 euros], à comparer avec Ontario qui présente ceux les plus élevés (plus de 8 000 \$) [soit plus de 5 700 €]. On est encore loin des 15 000 dollars annuels [10 800 €] en Grande-Bretagne, ou des 25 à 30 000 dollars [18 000 à 21 500 €] dans certains États américains, mais la tendance s'inscrit en ce sens. Les frais de scolarité au Canada n'ont fait que croître depuis les années 80, et l'endettement étudiant a suivi la même courbe ascendante. Entre 1995 et 2005, la proportion de diplômé-e-s ayant emprunté de l'argent pour financer leurs études post-secondaires a augmenté de 49 % à 57 %. Ce n'est pas seulement le nombre de diplômé-e-s endetté-e-s qui croît, mais aussi le montant de leur dette. Entre 1990 et fin des années 2000, parallèlement au doublement des frais de scolarité, l'endettement étudiant doublait en dollars constants, pour atteindre en 2009 un endettement moyen par futur diplômé de premier cycle d'environ 26 000 \$ [18 600 euros] [12].

Le marché de l'endettement étudiant a créé une bulle spéculative qui pourrait bien être la prochaine à éclater. Aux États-Unis, il n'est pas rare pour des jeunes diplômés d'avoir une dette de 100 000 ou 200 000 dollars [71 700 ou 143 400 €], au sortir d'un Bac en droit par exemple, sans pour autant nécessairement trouver un emploi. L'ensemble des dettes étudiantes étasuniennes, alimentée à la fois par l'explosion des frais universitaires et par des taux d'intérêt prédateurs, sont plus conséquentes que l'ensemble des dettes contractées par le biais des cartes de crédit des ménages américains. Cela crée une bulle spéculative du marché de l'endettement étudiant qui pourrait bien être la prochaine à éclater [13].

Quelles sont les conséquences de ce système néolibéral sur l'éducation en tant que telle ?

C'est la tendance logique du système : pourquoi une éducation si je peux acquérir un stock de compétences en ligne dans un *Massive Open Online Course* (MOOC) que j'aurai acheté – peut-être même à crédit – auprès de l'université de Yale ou de Harvard. Aujourd'hui, chez Google par exemple, on engage des programmeurs qui n'ont jamais été à l'école et qui ont tout appris sur Internet. C'est la fin de l'éducation au sens philosophique, politique, humaniste et citoyen de la chose, de l'institut de l'éducation de la personne. C'est le

triomphe d'un monde purement sophistique où la formation est basée sur l'acquisition de compétences formelles et de savoirs encyclopédiques qu'on peut acheter, renouveler, recycler tout au long de sa vie, et où la formation morale est complètement évacuée. C'est Platon qui est en train de perdre contre Calliclès, c'est-à-dire que la quête de puissance sans morale devient le seul but de notre curieuse paideia [mot grec signifiant éducation].

Le système néolibéral, c'est la fin de l'éducation au sens philosophique, politique, humaniste et citoyen.

Dans le « système dette » du marché de l'endettement étudiant, qui sont les créanciers ? Sont-ils privés ou publics ? Quel rôle joue l'État ?

L'État déploie une politique d'endettement volontaire des étudiants qui profite aux banques privées. Le gouvernement québécois a demandé à une banque privée, Desjardins, de gérer l'endettement étudiant. Autrefois, il s'agissait d'une banque coopérative, aujourd'hui elle est devenue aussi odieuse que n'importe quelle autre banque. Les prêts sont garantis par l'État : s'il y a un défaut de paiement, c'est l'État qui doit déboursier. Donc les institutions financières privées ne prennent aucun risque, tandis que c'est elles qui empochent les intérêts.

L'État déploie une politique d'endettement volontaire des étudiants qui profite aux banques privées.

Personnellement, j'ai eu la chance d'avoir des bourses d'aide à la recherche dans mes dernières années de thèse. Malgré tout, à la fin de mon doctorat en 2012, j'avais néanmoins une dette de plus de 30 000 dollars [21 500 €] en prêts étudiants, que je vais devoir rembourser jusqu'en 2028. Je connais des collègues qui ont terminé avec une dette de 70 000 dollars [50 200 €]. Il y a quelque chose d'absurde à ce que l'État endette délibérément les nouvelles générations, ou enfin, qui n'est absurde que si l'on croit encore vivre en démocratie. Par contre, du point de vue d'une oligarchie pour qui la dette est un instrument disciplinaire de contrôle, une forme de gouvernementalité, la chose est tout à fait cohérente.

Le mouvement étudiant québécois de 2012 qui protestait contre la hausse des droits d'inscription à l'université à coups de grèves, de piquets et de manifestations massives, s'est transformé en un mouvement social plus large en opposition aux politiques du gouvernement du parti libéral de Jean Charest. Le mouvement a été baptisé « printemps d'érable » [en référence au printemps arabe de 2011] et le « carré rouge » est devenu l'emblème de la mobilisation sociale. Comment expliquer l'ampleur de la mobilisation ? Cela faisait quelques années que les frais de scolarité augmentaient comme tu l'as évoqué, ce n'était pas la première hausse, alors qu'est-ce qui a mis le feu aux poudres ?

À mon sens, trois éléments permettent d'expliquer l'ampleur du mouvement :

D'une part, il y a une longue tradition de lutte étudiante au Québec qui remonte aux années 50-60. Le Québec se démarque clairement du reste du Canada. En guise d'illustration : en Ontario [province au centre-est du pays], il y a des hausses de frais de scolarité importantes depuis plusieurs années et personne ne bouge. Le mouvement étudiant n'a pas la même tradition là-bas.

D'autre part, sur une échelle plus courte, depuis le début des années 2000, s'est construit un syndicalisme de combat, à travers un travail de terrain laborieux basé sur une organisation régionale réfléchie, et qui produit systématiquement des militants et militantes combattifs, conscients, participants. Ceci est le fruit du *Mouvement pour le droit à l'éducation* (MDE), et par la suite, de l'ASSÉ, *Association pour la solidarité syndicale étudiante* [14], un pôle associatif étudiant à l'échelle nationale, très militant, de tradition de syndicalisme de combat, qui se situe dans le sillage d'une pensée plus marxisante, voire anarchiste, anarcho-syndicaliste. Ce mouvement découlait également d'un autre sillage, celui de la mouvance altermondialiste, dont le Sommet des Amériques de 2001 [qui s'est tenu au Québec]. C'est ce pôle du mouvement étudiant qui, en 2005 déjà, avait organisé une grève de grande importance, puis il a travaillé avec ardeur entre 2005 et 2012 pour faire de la formation politique. La force du mouvement étudiant de 2012, c'est son fonctionnement démocratique et son grand degré d'organisation, qui se concrétise sur le terrain à travers des assemblées générales régulières, où il y a une participation active de celles et ceux qui y prennent part, ce qui contribue à former des générations de militants et militantes à la mobilisation combative et à ancrer une culture militante forte. Ce n'est donc pas un mouvement étudiant bureaucratique, élitiste, centré par le haut, à l'instar de certaines fédérations étudiantes plus à droite qui ont, elles, été très vite dépassées par les événements en 2012.

La force du mouvement étudiant de 2012, c'est son fonctionnement démocratique et son grand degré d'organisation.

Enfin, quand le mouvement étudiant a émergé, l'attitude odieuse du gouvernement a jeté de l'huile sur le feu, ce qui a contribué à accentuer la détermination de celles et ceux qui participaient au mouvement, à l'étendre vers les couches populaires et à attirer la sympathie d'une large partie de la société face à l'impopularité croissante du gouvernement.

Et c'est ainsi que le mouvement étudiant s'est ensuite transformé en un mouvement social plus large ?

Oui, la dynamique a duré longtemps et a contaminé d'autres secteurs de la société. Les manifestations, sous forme de « casseroles » [concert de casserole comme forme de protestation populaire] notamment, se sont multipliées. Nous mêmes avons été surpris de l'ampleur du mouvement : certaines manifestations ont rassemblé plus de 300 000 personnes, il s'agit du plus gros mouvement social de notre histoire à ce jour.

Malheureusement, le relais avec le mouvement syndical n'a pas été à la hauteur de ce qui était escompté : il y a certes eu un appui syndical, en termes logistique et même moral, mais cela n'a pas entraîné la grève sociale que certains espéraient.

Par ailleurs, en termes de relais politique institutionnel, c'est un échec : le *Parti québécois* [15] qui a été élu en bénéficiant de cette grande mobilisation historique, n'a pas traduit les demandes exprimées par le mouvement social en des changements en profondeur dans une direction progressiste. Lorsque Pauline Marois est arrivée au pouvoir en tant que première ministre, elle a envoyé quelques signaux progressistes mais cela a été de courte durée. Preuve supplémentaire que la voie parlementaire à elle seule n'est pas capable de transformer la société.

In fine, le mouvement de 2012 peut-il être considéré comme une victoire ou un échec ?

La voie parlementaire à elle seule n'est pas capable de transformer la société. Ce fût un mouvement incroyable qui a fait beaucoup de bruit. Ne serait-ce que sur le plan symbolique, c'est une grande victoire. L'hégémonie a été ébréchée et on a gagné sur le plan du changement des consciences, ce sont là des graines semées pour l'avenir. En terme institutionnel par exemple, on a vu dans la récente course à la chefferie du Parti québécois que tous les candidats se sont sentis obligés de promettre la gratuité scolaire, alors qu'ils ne l'ont jamais défendue quand ils étaient au pouvoir dans le passé. Évidemment, cela ne veut pas dire qu'ils y croient sincèrement, il ne faut pas leur faire confiance ! Mais c'est la preuve que la pression sociale a redoré cette idée d'une crédibilité importante. Sur le plan politique également, on a fait tomber le gouvernement. Et on a semé pour le futur une espérance. Reste à savoir si ce ne sera qu'une révolution faite à moitié, pour prendre le titre d'un film récent [16], et si nous n'aurons alors que creusé notre tombeau, comme le disait Saint-Just.

Mais ces victoires ont leurs limites : le Parti québécois, qui a pris le pouvoir après 2012, a quand même installé l'indexation des frais de scolarité sur le coût de la vie, donc les frais de scolarité continuent à augmenter malgré tout. Il a par la suite été remplacé par le Parti libéral, qui est le parti historique du grand Capital. Et si on lit les documents produits par ce gouvernement, par exemple en vue de créer aujourd'hui un Conseil des collèges et des universités, c'est toujours la même logique néolibérale qui domine : il faut s'adapter au marché, flexibiliser... Cela prouve que les luttes partielles dans le secteur de l'éducation plafonnent nécessairement tant qu'il n'y a pas de changement durable dans l'ordre des institutions et du pouvoir, et qu'on ne peut rien espérer des grands partis actuellement en place. Comme le dit Frédéric Lordon, il faut de nouvelles institutions, une nouvelle Constitution, une nouvelle République sociale.

Dans la course à la chefferie du Parti québécois, tous les candidats se sont sentis obligés de promettre la gratuité scolaire. 2012, ce fût donc une réussite à court terme, mais nous avons pour l'heure échoué dans la capacité d'instaurer un changement durable, permanent, de la société vers la justice. Mais cette défaite là est aussi au fond celle du mouvement socialiste et de tous les mouvements de gauche qui, depuis que le capitalisme existe, essaient de le renverser, mais ne parviennent à obtenir que des victoires temporaires et partielles. Tant qu'on n'aura pas renversé le capitalisme, on ne pourra jamais sauver l'éducation, qui n'est en fait que le microcosme dans lequel la logique du macrocosme se reflète. Tant qu'on est dans le capital, l'éducation va souffrir de cette pathologie qui la réduit à un facteur de production, à un instrument de la valorisation, et les enjeux profonds ne seront jamais réglés. En somme, à court terme, en 2012, il y a eu une victoire partielle importante qu'il ne faut pas minorer, mais qui pose la question de ce que serait une vraie victoire au sens durable. Comment parvenir à une telle victoire ? Comment cesser de parler d'un « autre monde possible » pour le construire effectivement dans l'objectivité institutionnelle ?

Au Chili aussi : « printemps chilien » et même « hiver chilien » ! Plusieurs mouvements étudiants de grande ampleur ont pris place depuis le début du XXI^e siècle pour protester contre des hausses des droits de scolarité : au Québec en 2005 et 2012, au Chili en 2006, 2008 et 2010-2011, aux Pays-Bas en 2007, en Autriche, en Californie et en Croatie en 2009, en Irlande en 2010, au Royaume-Uni et à Porto Rico en 2010-2011, en Colombie en 2011... L'un des plus importants fut le mouvement chilien de 2011. Cette mobilisation qui s'est étendue sur une année a réuni des étudiants des universités et des élèves de secondaire, issus de tous établissements, publics et privés. À coups de manifestations massives, d'occupations, de grèves, de ciberactivisme et d'artivisme [mode de contestation alliant l'art], ils réclamaient une réforme du système d'éducation chilien, en vue de renforcer le rôle de l'État dans l'éducation. Le système d'éducation chilien est financé à 75 % par le secteur privé, via les frais universitaires versés par les étudiants, au détriment du secteur public (25 %). La mobilisation a été violemment réprimée. Elle s'est transformée en un mouvement social plus large d'opposition au gouvernement de Sebastián Piñera et qui exigeait une réforme du modèle économique et politique hérité de la dictature de Pinochet.

Récemment, en 2015, il y a eu une nouvelle mobilisation, de bien moindre ampleur celle-là. Quel en a été le déclencheur ? Et qu'est-ce qui explique que le mouvement n'ait pas eu le même retentissement ?



En 2015, la mobilisation a été davantage axée contre l'austérité et les hydrocarbures, c'est-à-dire contre le gaz de schiste, l'exploitation pétrolière... Les mobilisations écologiques sont nombreuses au Québec. En 2012, les mobilisations sociales et environnementales avaient convergé en partie, quoique pas autant que je l'aurais espéré. Le printemps 2015 n'a pas été le mouvement de 2012, ce fût plutôt une déception, un échec aux yeux de certains, difficile à avaler pour beaucoup de ses acteurs. Plusieurs facteurs permettent de l'expliquer.

Avant tout, les gens étaient épuisés de 2012, et emprunts à la déception et au désarroi face à l'absence de changements concrets obtenus. Autre facteur : le contexte était aussi beaucoup plus dur, la répression a été très violente.

On a gagné sur le plan du changement des consciences, ce sont là des graines semées pour l'avenir. D'autre part, le mode de contestation très spontané, anti-organisationnel, inscrit dans une dynamique néo ou post-anarchiste/insurrectionnaliste, n'a pas été rassembleur d'un mouvement large. Alors qu'avant, il y avait une cohabitation complémentaire entre les différentes approches au sein d'une structure organisationnelle commune. Dans une entrevue récente pour le compte de la revue *Liberté*, d'anciens militant-e-s expliquent que 2015 a été le triomphe de la « tyrannie de l'absence de structure ». Les postanarchistes se méfient tellement de la verticalité qu'ils ont fantasmé une horizontalité totale dans laquelle même le syndicat étudiant ASSÉ était considéré comme trop englobant. Le mouvement est alors devenu informe avant de s'épuiser. Il ne faut pas non plus cibler uniquement l'anti-institutionnalisme de la gauche étudiante : il faut aussi dire, comme on le voit encore une fois dans le film *Ceux qui font les révolutions à moitié ne font que creuser leur tombeau*, que ce qui est le plus douloureux à constater est l'absence de dialectique : une jeunesse consumée par une révolte si forte qu'elle ne trouve plus rien, dans la positivité extérieure à laquelle elle puisse s'attacher ; de l'autre côté, un « extérieur » si bloqué qu'aucune espérance ne peut s'y objectiver. La subjectivité révoltée et l'objectivité extérieure entrent ainsi en collision, mais aucune synthèse dialectique n'est possible. Et vu la force du système réifié de l'objectivité, c'est la subjectivité qui finit par souffrir d'être soi et par se dévorer de l'intérieur d'impuissance. C'est à cette période de pourrissement de l'histoire qu'il faut échapper en réactivant la dialectique entre sujet-objet, entre être et devoir-être. À cet égard, le monde syndical a sa part de responsabilité, notamment en ce qu'il ne parle plus guère de renverser le pouvoir ou la société capitaliste. Comment peut-on espérer transformer la société en l'absence de la classe travailleuse ?



« La jeunesse se réveille » - Manifestation du 2 juin 2012 (Montréal)

Quelle est la stratégie des mouvements étudiants à présent ?

Telle est la question. Que fait-on quand on a fait la grève la plus grande de notre histoire et que cela n'a pas mené à des changements concrets, en termes de changements politiques ou de changements organisationnels sur le plan de la société ? Certains étudiants et acteurs de 2012 ont investi des petits partis politiques comme *Québec Solidaires*, parti politique de gauche radicale, féministe et écologiste, qui a été fondé en 2006 et dont j'ai fait partie au sein du premier comité de coordination nationale. Aujourd'hui, le parti compte environ 10 % des voix et 3 députés à l'Assemblée nationale du Québec, ce qui reste marginal : il faut voir ce qui adviendra dans le futur. *Que fait-on quand on a fait la grève la plus grande de notre histoire et que cela n'a pas mené à des changements concrets ?* D'autres perdurent dans des mouvements sociaux de gauche non parlementaires, certains que j'évoquais plus haut à tendance plus anarchisantes. Actuellement, on pourrait dire que toutes ces voies se cherchent... On est dans une situation de flottement suite à 2012, de multiples contestations émergent et on cherche un peu comment faire pour que ces voix multiples se cristallisent, se coalisent ou se synthétisent. C'est après tout le grand défi de la gauche éclatée d'aujourd'hui : comment lier entre elles les différentes revendications, sans pour autant les gommer, et comment dépasser le stade de la protestation pour instituer d'autres institutions et d'autres rapports sociaux plus justes.

Certains, parmi les organisateurs québécois du Forum social mondial notamment, avaient-il l'espoir que la tenue de cet événement au Québec puisse contribuer à l'articulation de toutes ces luttes ?

Ceux qui organisent les Forums sociaux ont toujours ces espérances là, et à certains égards, la dynamique des forums sociaux peut permettre une convergence souhaitable. Mais selon mon expérience, ayant participé au Forum social en 2004 en Inde, je ne peux que constater que ces mouvements sociaux là produisent concrètement peu de mobilisations. Les forums sociaux sont davantage l'occasion de réfléchir, de dialoguer ensemble, mais lorsqu'il s'agit

de traduire tout cela sur le plan des actions, c'est jusqu'ici très inefficace. Pour ce qui est de la participation au FSM, c'est la frange la plus réformiste du mouvement étudiant québécois qui a participé et même porté la dynamique, tandis que la frange la plus radicale n'a aucune espérance dans ce genre de voie. Des conférences sur des tas de thèmes et du réseautage entre ONGs, ça n'est sans doute pas totalement dénué d'intérêt, mais ça ne change pas le monde. Aucun réseau ne change le monde. Le monde change quand les médiations, les institutions, les structures, les catégories qui structurent la pratique sociale sont modifiées et remplacées par des médiations « moins ruineuses », comme le dirait le courant de la critique radicale de la valeur.

Quelles leçons tirer de ces mouvements ?

S'il y a une chose à retenir en premier lieu, ce qui a fait la force du mouvement au Québec en 2005 et 2012, c'est son organisation d'inspiration anarcho-syndicaliste, un syndicalisme de combat. En 2015, à mon sens, c'est le manque d'organisation qui a fait défaut, en tout cas du côté des étudiants. Et il faut bien sûr compter le blocage de la société, rétive à toute remise en question structurelle, de l'autre côté. Chose certaine, les dominés ne peuvent pas espérer transformer ce blocage s'ils persistent à se concevoir comme une multitude fluide et informe. Là-dessus, je reste marxiste : l'aliénation, comme le dit Fischbach, c'est la privation de monde, la situation du sujet sans objet. La désaliénation n'est pas un arrachement, mais une reconquête de l'objectivité sociale, le désir d'une communauté authentique.

Ce qui a fait la force du mouvement au Québec, c'est son organisation calquée sur un syndicalisme de combat.

Autre enseignement : ne pas négliger l'aspect théorique. Les gens pensent parfois que la théorie n'est pas importante : « don't think, just act » comme le caricature Slavoj Žižek, ce n'est pas le moment de penser, c'est celui d'agir. Or, c'est complètement inexact, il nous faut une bonne théorie, Marx le premier savait cela.

Une des auto-critique qu'on peut faire, c'est qu'on n'arrive pas à faire durer ces organisations sur le long terme. L'ASSÉ existe depuis 2001, lorsqu'il y a des grèves, on crée des coalitions, plein de gens viennent s'agglutiner autour de l'ASSÉ, mais une fois la grève terminée, ces coalitions volent en éclats. Par crainte peut-être d'une trop grande institutionnalisation, mais la question est là : comment faire durer ces organisations dans le temps ?

Autre champ de réflexion : si ça marche pour les étudiants d'avoir une organisation de lutte, de combat, informée, anarcho-syndicaliste, quid du reste de la population ? Il faudrait une ASSÉ pour les non étudiant-e-s, une ASSÉ pour les travailleurs et travailleuses, nos centrales syndicales sont bureaucratiques et la société est figée. Comment faire bouger le mouvement syndical, les classes travailleuses ? Si les étudiants ont été l'étincelle, les autres wagons n'ont pas suivi.

C'est là l'objet de toute une réflexion de la gauche sur comment réintroduire la construction d'organisations dédiées à mener la lutte des classes dans une gauche qui s'est recentrée sur des questions plus sociétales, de droits humains, de luttes antiracistes et autres, qui sont des questions extrêmement importantes certes, mais comment en faire une synthèse qui puisse aussi remettre à l'ordre du jour la lutte pour changer la totalité de la société ? La

gauche est tombée elle-même dans une sorte de manque d'ambition et de défaitisme au plan politique. Évidemment c'est le problème depuis un demi-siècle : comment est ce que les militant-e-s de gauche arrivent à transformer durablement la société ? On n'a pas réussi ni chez les communistes, ni chez les anarchistes, ni chez les altermondialistes, jusqu'à présent, à passer de la protestation à l'institution durable de nouvelles formes de rapports sociaux.

Au-delà du secteur de l'éducation, peux tu nous expliquer un peu le contexte en termes de politique austéritaire au Québec ?

Après une courte période au pouvoir du Parti québécois, extrêmement décevante, le Parti libéral, qu'on avait réussi à chasser en 2012, a repris les rennes. Avec Philippe Couillard à sa tête, qui se réclame de la quatrième révolution, autrement dit la révolution austéritaire, tirée du livre *The fourth revolution*. Le gouvernement a mis en place des programmes d'austérité, il a coupé massivement partout : dans l'éducation, le financement des collèges et des universités, la santé, les logements sociaux, tous les programmes sociaux ont été revus... On est dans une vague d'austérité autoritaire, d'une grande violence, à l'instar de ce qui a cours en Europe et ailleurs dans le monde.

Quelle mobilisation sociale contre l'austérité ?

Il existe la coalition *Main rouge* [\[17\]](#) qui regroupe des groupes sociaux d'horizons divers, dont des syndicats, des associations étudiantes, des mouvements de femmes, de lutte contre la pauvreté ou d'éducation populaire, pour lutter contre l'austérité. Cette coalition a organisé une série de manifestations contre l'austérité depuis 2009. L'an dernier, les syndicats ont organisé plusieurs manifestations en ce sens, cela s'est inscrit dans le cadre des négociations du secteur public qui allaient définir entre autres les conditions de salaires et de travail des employés de la fonction publique.

Le lien est-il fait entre dette publique, austérité et dettes privées illégitimes ?

La dette publique et la soit-disant crise des finances publiques servent toujours de prétexte pour appliquer ces mesures d'austérité. La dette sert de culpabilisation morale des gens, ancrée dans une culture chrétienne, elle est au cœur du stratagème rhétorique pour justifier les politiques déployées, il faut se serrer la ceinture, c'est une nécessité. On cache que l'austérité est un choix idéologique, et que si on était en 1940 par exemple, on aurait sans doute mis en place des politiques anticycliques d'ordre keynésien. Tout ceci à grand renfort de propagande médiatique, les médias ont joué un rôle clé dans cette terreur de la dette. L'institut économique de Montréal a mis en place un compteur de la dette où chacun peut voir en instantané le montant de la dette qui défile [\[18\]](#). Il y a de quoi avoir une crise d'angoisse, c'est un véritable instrument de peur qui nourrit le discours des médias et du gouvernement.

La gratuité scolaire, c'est une réforme radicale mais qui reste dans un cadre social-démocrate. Par contre, si on l'obtenait, cela pourrait être un marche-pied vers autre chose.

La coalition *Main rouge*, les syndicats et les instituts économiques alternatifs, comme l'IRIS, avons cherché à produire un contre-discours sur la crise des finances publiques et l'austérité. Nous avons pointé l'origine de cette dette publique : la hausse des taux

d'intérêts, les choix de défiscalisation qui ont détaxé les gains de capitaux et détruit les paliers d'impôts qui taxaient les plus riches, l'évasion fiscale... et nous avons montré les liens avec la réduction des revenus des ménages moyens, l'endettement des ménages et des étudiants. On pourrait tout faire autrement et ainsi refinancer la gratuité scolaire. Aujourd'hui, la gratuité scolaire, c'est certainement une réforme radicale mais qui reste dans un cadre social-démocrate et même capitaliste. Par contre, si on l'obtenait, cela pourrait être un marche-pied vers autre chose. La destruction du Capital est bien la finalité à terme, et même à moyen terme parce qu'on n'a plus beaucoup de temps, il faut réinventer autre chose que le règne du Capital, sinon c'est la destruction écologique et humaine avérée dans les prochaines décennies.

Notes

[1] Eric Martin, Maxime Ouellet, *Université Inc. – des mythes sur la hausse des frais de scolarité et l'économie du savoir*, coll. Lettres libres, 2011, <https://www.luxediteur.com/catalogue...>

[2] Lire à ce sujet : Maud Bailly, Maria Elena Saludas, « Le CADTM participe au FSM au pays des carrés rouges ! », 5 septembre 2016, <http://www.cadtm.org/Le-CADTM-participe-au-FSM-au-pays>

[3] Les profs contre la hausse : <https://fr-fr.facebook.com/profscon...>

[4] Site de l'IRIS : <http://iris-recherche.qc.ca/>

[5] Pour visionner ces capsules vidéos, excellent outil pédagogique, notamment celles visant à déconstruire une série de mythes relatifs à la hausse des frais de scolarité : <https://www.youtube.com/user/IRISre...>

[6] Les encadrés sont l'œuvre de l'interviewer.

Pour aller plus loin sur les RPR, lire : Eric Martin, « Royaume-Uni : échec du programme d'aide financière aux étudiant.e.s », IRIS, 4 août 2014 : <http://iris-recherche.qc.ca/blogue/...>

[7] Friedrich Hayek (1945), « The Use of Knowledge in Society », *American Economic Review*, pp. 519-30. <http://home.uchicago.edu/vlima/cou...>

[8] Maurizio Lazzarato, *La fabrique de l'homme endetté : essai sur la condition néolibérale*, éd. Amsterdam, 2011.

[9] Commission royale d'enquête sur l'enseignement dans la province du Québec, *Rapport Parent*, 1962-1964.

[10] Sur la transformation entrepreneuriale de l'université au sein du « marché mondial de l'enseignement supérieur globalisé », lire : Eric Martin, « L'université globalisée. Transformations institutionnelles et internationalisation de l'enseignement supérieur », IRIS, note socio-économique, avril 2016, <http://iris-recherche.s3.amazonaws....>

[11] Les montants en dollars dans le texte s'entendent en dollars canadiens. Il s'agit ici des droits de scolarité pour les étudiant-e-s canadien-ne-s, ceux pour les étudiant-e-s étranger-e-s sont bien plus élevés et connaissent un accroissement supérieur.

[12] Sources des données statistiques, et pour aller plus loin : Eric Martin, « L'endettement étudiant : un « investissement » rentable ? », IRIS, mars 2012 : <http://www.printempsrable.net/wp-c...>

[13] Sur l'endettement étudiant aux États-Unis, lire : Frédéric Autran, « Crise de la dette étudiante, la grosse bulle qui monte aux États-Unis », *Libération*, 18 septembre 2016. Disponible ici : <http://www.liberation.fr/planete/20...>

[14] Site de l'ASSÉ : <http://www.asse-solidarite.qc.ca/>

[15] Le parti québécois est un parti politique qui œuvre sur la scène provinciale et qui se définit comme social-démocrate et nationaliste. Il prône l'indépendance du Québec et la protection de la langue française. Le gouvernement formé par la première ministre Pauline Marois, a exercé le pouvoir de 2012 à 2014.

[16] « Ceux qui font les révolutions à moitié n'ont fait que se creuser un tombeau », film québécois réalisé par Mathieu Denis et Simon Lavoie, sortie prévue en février 2017.

[17] La coalition *Main rouge*, qui se définit comme « opposée à la tarification et à la privatisation des services publics », a été créée en 2009 suite à l'annonce du gouvernement libéral de l'époque d'intensifier le recours à la tarification des services publics et à l'austérité budgétaire. Voir leur page web : <http://nonauxhausses.org/>

[18] Pour visualiser le compteur de la dette québécoise : <http://www.iedm.org/fr/57-compteur-...>

Maud Bailly : Co-secrétaire générale du CADTM Belgique

La source originale de cet article est cadtm.org
Copyright © [Eric Martin](http://ericmartin.org) et [Maud Bailly](http://maudbailly.org), cadtm.org, 2017

Articles Par : [Eric Martin](http://ericmartin.org) et
[Maud Bailly](http://maudbailly.org)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca